

Pénurie de main-d'œuvre indigène: crèches et fausses notes

MA PARTITION FÉDÉRALE

Avoir des enfants? Ou pas? Si la question agite de plus en plus de jeunes adultes, la prise en charge des enfants dépasse largement le cadre familial: elle est au cœur des enjeux d'égalité, de justice sociale et de vitalité économique. En Suisse, les coûts exorbitants des crèches (parmi les plus élevés d'Europe selon l'OCDE), combinés à un manque criant de places, freinent l'accès des femmes au plein-emploi, tout en perpétuant une répartition inégale des tâches parentales. Résultat: 55% des femmes âgées de 25 à 39 ans quittent le marché du travail pour des raisons familiales, contre seulement 7% des hommes. Près de 80% des mères travaillent à temps partiel, souvent faute de solutions de garde abordables ou adaptées. Pendant ce temps, la natalité chute (1,39 enfant/femme) et la pénurie de main-d'œuvre s'aggrave. Dans ce contexte, investir dans l'accueil extra-familial n'est plus un luxe ni un choix partisan: c'est une urgence collective.

A Berne, nous travaillons actuellement sur un contre-projet indirect à l'initiative du PS sur les crèches. Il vise deux objectifs: réduire les coûts de garde pour les familles et inciter les cantons à développer leur offre d'accueil extra-familial. Les débats sont âpres. Fidèle à ses réflexes, la droite brandit le fédéralisme et les restrictions budgétaires pour bloquer les avancées concrètes. Pourtant, en mai, la gauche, Le Centre et les Vert'libéraux ont pu former une alliance afin de confirmer la création d'une allocation de garde et de réintroduire les conventions-programmes. Ces programmes d'impulsion permettront d'aider les cantons à créer davantage de places en crèche, à mieux intégrer les enfants en situation de handicap, à améliorer la qualité et la flexibilité de l'accueil et à renforcer les politiques liées à la petite enfance. Pour l'instant,



ESTELLE REVAZ
VIOLONCELLISTE, CONSEILLÈRE NATIONALE (PS/GE)

Un franc investi dans l'accueil extra-familial rapporte 4 francs à la société

nous avons aussi obtenu du Conseil national qu'il propose de débloquer 200 millions de francs sur quatre ans pour le cofinancement de ces programmes. A l'échelle du budget fédéral, c'est dérisoire. Mais il faut s'imaginer que le Conseil des Etats voulait, lui, couper toute contribution fédérale et que notre Commission des finances souhaitait, elle, la plafonner à... 100 millions. Etant donné les rapports de force politiques, ce résultat est inespéré. Mais étant donné les besoins, il reste insatisfaisant.

Fin 2023, la Suisse comptait 110 000 postes vacants. En 2040, il manquera près de 430 000 personnes sur le marché du travail. Cette pénurie est principalement due à l'évolution démographique défavorable. Alors oui, une partie pourra sans doute être comblée par l'immigration... Mais c'est là que la contradiction surgit.

L'UDC et de plus en plus souvent le PLR s'offusquent des phénomènes d'immigration. Ils clament haut et fort qu'il nous faut de la main-d'œuvre indigène. Soit... Mais pour cela, il faudrait déjà la former. Et comment faire quand l'obsession de ces deux partis est de couper dans les budgets de la formation et de la formation continue? Il faudrait ensuite faire en sorte que les conditions soient réunies pour que Suisses et Suissesses puissent faire des enfants tout en continuant à travailler. Dans notre pays, un couple qui travaille à plein temps dépense plus de 25% de son revenu pour faire garder son enfant en crèche. A titre de comparaison, toujours selon l'OCDE, en Allemagne, ce même couple aurait dépensé 1% de son revenu.

L'une des raisons de cet écart vient du manque d'engagement de la Confédération. Pour donner un ordre de grandeur: l'armée reçoit chaque année environ 7,45 milliards de francs, contre tout au plus 50 millions pour les crèches. Un non-sens économique, quand on sait que 1 franc investi dans l'accueil extra-familial rapporte 4 francs à la société via une meilleure participation des femmes au marché du travail, davantage de cotisations sociales, plus de pouvoir d'achat et un gain de recettes fiscales. A cela s'ajoute un autre obstacle majeur: le manque de places. En Suisse romande, le délai d'attente moyen pour une place en crèche est actuellement de sept mois.

Je me réjouis de suivre de près l'évolution du dossier, mais il est temps que le PLR et l'UDC prennent leurs responsabilités envers la population: pour avoir une main-d'œuvre qualifiée indigène, il est indispensable de faire enfin les investissements nécessaires à la conciliation vie privée-vie professionnelle. ■